



# Conseil économique et social

Distr. générale  
10 novembre 2004  
Français  
Original: anglais

---

**Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**  
Session ordinaire de 2005  
5-18 janvier 2005

**Rapports quadriennaux pour la période 2000-2003  
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général  
en application de la résolution 1996/31  
du Conseil économique et social**

**Note du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Organisation mondiale Agudath Israel World .....	2
2. Alliance des femmes arabes .....	4
3. Fédération des femmes de Hong Kong .....	5
4.. Hope Worldwide .....	7
5. Human Lactation Center .....	9
6. Humane Society of the United States .....	10
7. Woods Hole Research Center .....	15



## **1. Organisation mondiale Agudath Israel World**

### **(Statut consultatif spécial accordé en 1948)**

L'organisation mondiale Agudath Israel World (OMAI), fondée à Katowice (Pologne) il y a 92 ans, en 1912, est une confédération de communautés juives orthodoxes. Elle s'est maintes fois illustrée dans le domaine des normes internationales relatives aux droits de l'homme, et en particulier de la liberté de religion, de la protection et de la préservation du patrimoine culturel, et de l'enseignement.

#### **Activités intéressant les principes des Nations Unies**

Conformément à son principal objet, à savoir la promotion des normes internationales relatives aux droits de l'homme, et en particulier la liberté de religion, l'OMAI s'est employée à défendre la liberté de religion de différentes façons.

Le respect des morts, et notamment de leur sépulture, est l'un des préceptes de la religion juive. Les activités de l'OMAI dans ce domaine comprennent donc deux volets : d'une part, la protection et la préservation de cimetières qui sont menacés de destruction ou de profanation et, d'autre part, des actions visant à encourager l'adoption, au niveau national, de lois ou de décrets proclamant le caractère sacré et l'inviolabilité des cimetières et l'adoption de dispositions structurées à cet effet. L'OMAI collabore directement avec les gouvernements, ainsi qu'avec leurs ambassadeurs et les missions permanentes auprès des Nations Unies. L'OMAI a demandé à la Conférence sur les revendications matérielles des Juifs de financer ses activités.

De temps à autre, le droit des communautés religieuses de dispenser dans des écoles un enseignement sur la culture, les traditions et les cultures juives se trouve menacé. Dans ce cas, les interventions de l'OMAI ont eu pour objet de rétablir ce droit, conformément aux principes de liberté religieuse et aux normes internationales relatives aux droits de l'homme qui sont énoncés dans la Charte des Nations Unies, auxquels l'OMAI se réfère. L'OMAI a saisi l'Ambassadeur de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies, ce qui a permis d'éviter, de façon très diplomatique, la fermeture d'une école juive à Bakou.

Le droit à l'abattage rituel, méthode de préparation des viandes et des volailles destinées à la consommation humaine, a été périodiquement remis en question au cours de la période considérée. Les efforts déployés pour résoudre ce problème s'inscrivent bien dans le cadre des objectifs des Nations Unies dans la mesure où ils concernent la liberté de religion et les droits de l'homme.

Dans la religion juive, qui vénère les morts, les autopsies médico-légales sont considérées comme une profanation contraire aux croyances, à la tradition et au droit israélite. L'OMAI a cherché à sensibiliser les pouvoirs publics à cet aspect de la liberté religieuse ainsi qu'à le faire reconnaître dans la loi et dans les pratiques médico-légales, et a mis l'accent pendant la période considérée sur des pays tels que le Royaume-Uni, l'Australie et l'Afrique du Sud. À cet effet, l'OMAI a notamment nommé un représentant auprès de l'Organisation des Nations Unies en tant que consultant spécial lors de la révision fondamentale de la législation médico-légale du Royaume-Uni, qui a abouti à l'adoption de la recommandation de l'OMAI.

Dans le cadre de sa mission relative à la protection du patrimoine culturel, l'OMAI a effectué une mission de conseil juridique auprès de la Commission for the Preservation of America's Heritage Abroad des États-Unis et a effectué une mission de conseil juridique international auprès d'un comité international dont les travaux visaient à retrouver une bibliothèque particulière comportant des ouvrages très rares et sans prix. Cette bibliothèque avait appartenu entre les deux guerres mondiales à l'un des plus illustres rabbins de Pologne et avait été pillée par les forces de l'envahisseur nazi en 1939.

### **Activités intéressant directement les Nations Unies**

- Déclaration sur l'antisémitisme et la protection des enfants, présentée lors de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale.
- Correspondance avec le Secrétaire général, relative au conflit du Moyen-Orient.
- Correspondance avec l'Ambassadeur d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies, relative à des décisions de politique étrangère prises par son pays et se rapportant au rôle joué par l'Allemagne pendant la durée de son mandat au Conseil de sécurité.
- Travaux effectués en collaboration avec le représentant de l'UNESCO auprès des Nations Unies, se rapportant à la question des besoins des enfants en difficulté et aux moyens de financer des classes adaptées pour les recevoir, ainsi qu'à la mission susmentionnée en tant que conseil juridique international.
- Activités de liaison et de conseil auprès d'un membre du Conseil de la ville de New York au sujet de la rédaction de la résolution du Conseil de la ville de New York publiée à l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme des Nations Unies.
- L'OMAI a joué un rôle important dans les travaux du groupe des organisations non gouvernementales juives des Nations Unies.

Un aspect important des travaux de l'OMAI dans le domaine de la promotion des normes internationales relatives aux droits de l'homme a été le rôle qu'elle a joué lors de la Conférence sur les revendications et auprès de l'Organisation juive mondiale de restitution et de la Memorial Foundation for Jewish Culture, dans l'obtention et la distribution de fonds au titre des restitutions, réparations et de compensations pour violation majeure des droits de l'homme, et spécifiquement pour les atrocités commises par le régime nazi en Allemagne lors de l'holocauste, et qui a été le catalyseur de l'ensemble des mouvements en faveur des droits de l'homme de la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. L'OMAI s'est attachée en particulier à obtenir des financements à des fins éducatives, en particulier pour l'enseignement religieux, dans le cadre de ses activités visant à promouvoir la liberté de religion.

### **Déclarations publiques visant à faire connaître le mandat des Nations Unies, ses buts et ses objectifs**

L'OMAI a fait de nombreuses déclarations publiques portant principalement sur les buts et objectifs des Nations Unies, leur rôle et leur mandat, particulièrement dans le domaine de la liberté de religion et des normes internationales relatives aux droits de l'homme, dans plusieurs pays et sur trois continents.

## 2. Alliance des femmes arabes

### (Statut consultatif spécial accordé en 1996)

L'Alliance des femmes arabes œuvre dans le cadre d'un réseau d'ONG et d'autres organisations ayant pour objectif d'assurer que les femmes jouissent des conditions de sécurité de base, en exerçant une influence sur l'élaboration des politiques et des lois et en offrant des services et des programmes adaptés.

Les nouveaux projets suivants ont été lancés :

- Projet visant à augmenter les chances d'emploi des femmes égyptiennes au cours du nouveau millénaire;
- Appui aux ONG égyptiennes en vue de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing;
- Projet visant à promouvoir des femmes à des postes de décision;
- Projet de développement en faveur des femmes égyptiennes et d'appui aux femmes chefs de famille;
- Programme Sesame Street;
- Collaboration avec le Réseau contre la violence à l'égard des femmes;
- Réunion consultative régionale « La violence à l'égard des femmes : dimensions et conséquences ».

L'Alliance a participé à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale; à la session de 2001 de la Commission de la condition de la femme; à la Conférence internationale sur le volontariat, tenue à Genève en novembre 2001; à une réunion sur les objectifs de développement du Millénaire, qui s'est tenue au Caire en août 2002.

S'agissant de l'épanouissement de la femme dans le contexte du développement de la société, l'Alliance, en coopération avec le PNUD, a organisé au Caire deux colloques-débats sur le *Rapport mondial sur le développement humain*. L'Alliance a également organisé au Caire, en coopération avec le Centre pour les droits de l'homme de Genève, une conférence régionale sur le thème « La violence à l'égard des femmes : dimensions et conséquences ».

Comme l'Alliance des femmes arabes a assuré la coordination des activités des ONG arabes lors de la quatrième Conférence internationale sur les femmes, tenue à Beijing, et lors de son examen quinquennal par l'Assemblée générale, la plupart des activités de l'Alliance se rapportent au Programme d'action de Beijing et les objectifs de développement du Millénaire.

L'Alliance fournit des services afin d'aider différentes catégories de femmes à gagner leur indépendance économique ou bien, dans le cas des femmes chefs de famille, à faire vivre leur famille. À cet effet, l'Alliance a lancé un projet dans trois gouvernorats afin d'aider les femmes qui font vivre leur famille à acquérir de nouvelles compétences qui leur seront utiles pour trouver et conserver du travail. En outre, avec l'aide de l'Alliance, 12 ONG, appartenant à 12 gouvernorats différents, ont lancé des projets de services afin d'améliorer la condition économique des femmes pauvres en les aidant à apprendre de nouvelles techniques, ou à développer

leurs talents pour la fabrication de produits et d'objets d'artisanat; et en leur fournissant des cours d'alphabétisation et d'autres services éducatifs.

L'Alliance a coordonné une conférence régionale sur la violence à l'égard des femmes qui s'est tenue en mai 2003 et qui a débouché sur la création d'un réseau électronique sur la violence, avec un site Web. Dans le cadre de la promotion des droits politiques des femmes, l'Alliance a organisé plusieurs manifestations afin de sensibiliser les femmes des banlieues à leurs droits politiques et au rôle important qu'elles peuvent jouer dans l'arène politique.

L'Alliance a dirigé une campagne quadriennale (1998-2002) afin d'appuyer la nomination de la première femme juge d'Égypte, ainsi que d'autres initiatives juridiques en faveur des droits des femmes dans des domaines tels que le droit de la famille et le droit de la nationalité. L'Alliance a produit des pièces de théâtre et des films encourageant la participation politique des femmes et l'égalité des sexes.

L'Alliance dote les organisations membres des compétences techniques nécessaires à la poursuite des activités susmentionnées et a donné à 10 femmes la possibilité d'acquérir des connaissances de base dans le domaine de la gestion des ONG. aux États-Unis.

L'Alliance, en coopération avec le Flying Club du Caire et le journal *Al Ahrar*, a participé à un festival visant à encourager les fillettes à participer à des sports non traditionnels tels que le saut en parachute et le parachutisme sportif. L'Alliance a aussi organisé plusieurs réunions d'adolescentes, en coopération avec la Direction des écoles catholiques du Caire.

### **3. Fédération des femmes de Hong Kong**

#### **(Statut consultatif spécial accordé en 2000)**

La Fédération des femmes de Hong Kong, fondée le 28 juin 1993, est une organisation à but non lucratif dont le principal objet est de rassembler des femmes de toutes origines, afin de les intéresser aux affaires de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong (Chine), d'améliorer et de protéger les droits et la condition des femmes, et d'établir des relations avec des organisations similaires du monde entier. Depuis sa création et l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 2000, la Fédération a maintenu d'excellentes relations avec la Fédération des femmes de Chine.

La Fédération compte plus de 1 000 membres individuels et 50 sociétés membres comprenant au total 100 000 personnes. De ce fait, elle est constamment à même d'associer des femmes appartenant à des régions ou à des secteurs différents à des actions bénéfiques pour la communauté ou pour les femmes. La Fédération est le chef de file des associations féminines pour l'organisation de la Journée nationale et diffuse au moyen d'émissions télévisées qui font de ce jour un événement féminin unique et le plus important de l'année.

Les actions menées par la Fédération visent à améliorer la condition des femmes, en leur offrant des cours de formation, des cours sur la santé et à protéger les droits des femmes. La Fédération encourage les femmes à participer à des conférences nationales et internationales afin d'établir des réseaux et de mettre en

commun les enseignements tirés de l'expérience. La Fédération fait un effort particulier pour améliorer l'enseignement, la qualité de vie et les conditions d'existence des femmes et des enfants vivant dans des régions isolées de la Chine au moyen de dons et de visites.

La Fédération organise régulièrement des cours divers sur des sujets tels que la dynamique personnelle, les compétences nécessaires à la vie courante, l'image de la personne, les langues, l'informatique, la gestion du foyer et la façon d'élever les enfants, etc. En outre, pour aider les femmes qui se trouvent au chômage du fait de la restructuration économique, la Fédération a organisé plus de 50 cours de formation et ouvert un centre informatique, un cybercafé et deux nouveaux centres de recyclage des employés au cours de la période 2000-2003.

En 1993, la Présidente de la Fédération a présenté au Conseil législatif une motion visant à ce que Hong Kong mette en œuvre la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a été adoptée à l'unanimité. Une Commission des femmes a été établie en 2000, qui comprend plusieurs membres de la Fédération.

Au cours de la période se terminant en 2003, la Fédération a fait appel à plus de 20 conseils juridiques honoraires, qui avaient pour tâche de fournir, par téléphone, des conseils préliminaires aux femmes sur les questions relatives au mariage, à la propriété, à l'héritage et à la faillite. Plus de 5 000 clientes ont bénéficié de ce service pendant la période 2000-2003.

Pour inciter les enfants arrivant de Chine à apprendre l'anglais, la Fédération organise chaque année, depuis 1997, en partenariat avec des sociétés commerciales, un concours de langue anglaise qui a beaucoup de succès. Compte tenu de ces bons résultats, la Fédération a reçu en 2000 un don pour l'achat de 159 ordinateurs, équipés chacun d'une imprimante, destinés aux étudiants arrivant de Chine. La Fédération a aussi organisé depuis 2003 plusieurs projets visant à promouvoir l'éducation morale et civique des jeunes. En 2003, un don important a été versé au « We care education fund », à l'intention des enfants des victimes du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Pour sensibiliser le public aux questions environnementales, la Fédération a incité les sociétés membres à lancer des projets de plantation d'arbres en 2000 et 2002, s'est associée au Comité de la campagne environnementale afin d'organiser des concours, des ateliers, et a publié une brochure. La Fédération s'est également employée à ce que le concept de « Bureau vert » soit un thème des programmes de formation destinés aux groupes de femmes venant de Chine.

En juin 2000, la Fédération a participé à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

La Fédération a participé à une réunion d'échanges organisée par la Commission des droits de l'homme, à Hong Kong, en février 2001. La Fédération a également participé au Sommet mondial sur les femmes (2001), qui s'est tenu en septembre 2001 dans la Région administrative spéciale de Hong Kong, où elle assurait l'un des comités d'accueil.

La Fédération maintient d'étroites relations avec les femmes de Chine et de l'étranger. En 2000-2003, cinq grands programmes de formation, comprenant des conférences et des visites, ont été organisés spécialement à l'intention de groupes de

femmes de diverses provinces de Chine. La Fédération a organisé aussi des voyages en Chine et a accueilli de nombreux visiteurs venant de l'ONU, d'Asie, d'Europe, d'Amérique et d'Afrique pour des échanges de vues sur divers aspects du développement concernant les femmes.

À la fin de 2003, la Fédération avait reçu des sommes importantes pour des activités relatives au secours en cas de catastrophes naturelles, au bien-être des femmes et à l'éducation des enfants en Chine. Les projets spéciaux menés pendant la période 2000-2003 ont notamment financé la construction de 18 centres de formation professionnelle situés dans plusieurs régions isolées de Chine, pour permettre à un plus grand nombre de filles de ces régions de continuer leurs études et d'acquérir des compétences professionnelles. En outre, la Fédération a lancé le projet « Golfing for mother » afin de recueillir des fonds pour aider les mères de Chine à lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme et la maladie. La Fédération a également financé l'installation de caves à eau en Mongolie centrale afin de remédier aux difficultés d'approvisionnement en eau.

#### **4. Hope Worldwide**

##### **(Statut consultatif spécial accordé en 1996)**

La mission de Hope Worldwide est de redonner l'espoir dans un monde qui souffre, au moyen de programmes mis en œuvre dans 90 pays, sur les six continents habités. Ses programmes, ouverts à tous sans distinction, aident les personnes âgées et les enfants défavorisés, dispensent des enseignements et fournissent des services médicaux dans les communautés des pays en développement. L'organisation compte plus de 500 employés à plein temps, plus de 80 000 bénévoles dévoués et aide chaque année plus de 2 millions de personnes nécessiteuses. En 2003, le budget de Hope Worldwide dépassait 30 millions de dollars et était financé par des dons individuels, des dons de sociétés et d'entités publiques. Au cours de la période qui a suivi la présentation du dernier rapport quadriennal, le Département de l'agriculture des États-Unis, l'Agency for International Development des États-Unis (USAID) et la Banque asiatique de développement ont été les trois principaux bailleurs de fonds institutionnels qui ont contribué aux programmes internationaux de l'organisation. Organisation non gouvernementale reconnue, dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, Hope Worldwide est également une organisation privée de volontaires agréée par l'USAID.

##### **Participation aux travaux du Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU**

- Juillet 2002 – Les représentants de l'organisation ont participé à la quatorzième Conférence mondiale sur le sida, tenue à Barcelone (Espagne)
- Juillet 2000 – Les représentants de l'organisation ont participé à la treizième Conférence mondiale sur le sida, tenue à Durban (Afrique du Sud) sous l'égide de l'OMS et de l'ONUSIDA. À cette occasion, le personnel de Hope Worldwide a présenté des rapports sur les mécanismes de communication et de collaboration au niveau des communautés

### **Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies**

- 2003 – À la Jamaïque, Hope Worldwide a produit, grâce à un don de l'UNICEF, une cassette vidéo montrant aux adolescents comment vivre en bonne santé, qui est utilisée dans le cadre du Programme de santé des adolescents (10 à 19 ans), axé sur la prévention du VIH/sida
- 2001 – Hope Worldwide était l'un des partenaires de l'Année internationale des volontaires (2001). Dans ce cadre, Hope Worldwide a organisé chaque mois des activités de volontaires dans les pays suivants : Chine, Inde, Cambodge, États-Unis, Fédération de Russie, Roumanie, Côte d'Ivoire, Australie, Mexique et Afrique du Sud. Les activités comprenaient une campagne de don de sang, des activités sociales à l'intention des personnes âgées, des programmes de dépistage de la tuberculose, de sensibilisation et de prévention en matière de VIH/sida, et la fourniture de services médicaux et des soins aux orphelins et aux enfants vulnérables.

### **Initiatives appuyant les buts et objectifs des Nations Unies**

- 2002-2003 – En partenariat avec l'ONUSIDA et l'UNICEF, Hope Worldwide a participé aux initiatives relatives à la Journée mondiale du sida en organisant des manifestations et en envoyant des bénévoles faire du porte-à-porte pour distribuer des brochures pédagogiques sur le VIH/sida. Ces activités de démarchage ont lieu au Cambodge, au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et en Afrique du Sud.
- 2003– Au Cambodge, un médecin de Hope Worldwide a participé, avec des représentants de l'OMS et de l'ONUSIDA, au Mécanisme de coordination du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Cambodge.
- 2003– Hope Worldwide a collaboré avec le Bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental à Manille sur la question du diabète en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ces travaux ont été effectués dans le cadre de la suite donnée à la Déclaration du Pacifique occidental sur le diabète, de l'OMS.
- 2000-2003 – Les cliniques de Hope Worldwide en Inde (à Chennai et Bangalore), en Indonésie (Jakarta) et en Papouasie-Nouvelle-Guinée (Port Moresby) ont administré le traitement de brève durée sous surveillance directe contre la tuberculose, sous la surveillance de l'OMS.
- 2000-2003 – Hope Worldwide a présenté le Musée de la prévention du sida, exposition destinée à informer les adolescents sur la question du VIH/sida, dans plus de 45 écoles, au Mexique, en Colombie et dans le sud-est des États-Unis. Le Musée de la prévention du sida a été élaboré en collaboration avec l'ONUSIDA et l'UNICEF.
- 2000-2001 – La branche de Hope Worldwide de Hong Kong, Région administrative spéciale (Chine), a fourni un appui (soit 1 540 heures en 2000 et 1 092 heures en 2001) à des programmes de formation et à des ateliers destinés au personnel des orphelinats chinois, par l'intermédiaire du Centre de collaboration de l'OMS pour la réadaptation (Hong Kong Society for Rehabilitation).

## 5. Human Lactation Center

### (Statut consultatif spécial accordé en 2000)

Le Human Lactation Center, Ltd. (HLC) est une association à but non lucratif qui utilise des méthodes de recherche d'anthropologie médicale portant sur des questions concernant le bien-être et le statut des femmes et des enfants dans le monde entier. Depuis 28 ans, HLC effectue des recherches sur les pratiques en matière d'allaitement au sein et de sevrage, les effets du VIH sur le lait maternel, les violences sexuelles sur les enfants et les conséquences des violences sexuelles sur les femmes durant leur vie reproductive. Le HLC s'intéresse aussi aux questions de développement. Il a appris aux responsables de la santé publique et aux particuliers dans le monde entier combien il est important d'apporter un soutien aux fins de l'amélioration de la situation sociale et du bien-être économique des femmes.

Le HLC examine actuellement les effets des violences sexuelles sur l'hygiène de la procréation et la santé mentale des femmes et des enfants. En organisant des conférences et en y participant, en produisant des études et en publiant des recherches concernant les effets des violences sexuelles sur les enfants, nous tentons de contribuer à changer les attitudes et à mettre un terme à l'apathie et à la tolérance du public et des spécialistes à l'égard de la traite des enfants et des violences sexuelles contre les enfants.

Le Human Lactation Center participe activement aux manifestations parrainées par l'ONU qui ont trait à la condition sociale et économique des femmes et des enfants. Le HLC, qui continue de collaborer avec les autres ONG, est membre du Comité des ONG sur la santé mentale et du Comité sur la condition de la femme.

En 2002-2003, HLC a participé à de nombreuses réunions et activités liées à l'ONU, notamment des réunions du Département de l'information pour les ONG, des conférences, des réunions d'information, des tables rondes et des ateliers; des sessions de la Commission de la condition de la femme; la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants et son processus préparatoire; les réunions du Comité des ONG sur la santé mentale consacrées à des thèmes nombreux et divers; les célébrations de la Journée des droits de l'homme, de la Journée mondiale de la santé mentale et de la Journée internationale de la famille; ainsi qu'à de nombreuses autres manifestations du même ordre.

Les travaux du Human Lactation Center contribuent à la réalisation des objectifs du Conseil économique et social en allant dans le sens des engagements actuels de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme, du Comité des ONG sur la santé mentale et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Le HLC s'est employé à faire connaître l'aberration dans le domaine des droits de l'homme que sont les violences et les tortures rituelles au moyen de conférences, d'exposés, de séminaires, d'émissions de radio et d'interviews télévisées à New York, dans le Connecticut et au Mexique. En outre, son personnel travaille actuellement de concert avec la American Academy of Pediatrics concernant la formation des pédiatres et leur protocole pour l'examen des enfants victimes d'un viol.

Le HLC a commencé à fournir une assistance à la American Friends Foundation for Childbirth Injuries en vue de mobiliser des fonds pour l'hôpital Fistula à Addis-Abeba (Éthiopie), un système d'appui pour les spécialistes de la

santé qui remettent en état les jeunes femmes au moyen d'une intervention chirurgicale qui assure leur réadaptation sociale et leur intégration dans leur famille. Notre participation a commencé par une réunion d'information du Département de l'information de l'ONU en 2003.

Outre les activités visant à renforcer l'autonomie et la protection des femmes et des enfants, le HLC assure aussi la promotion d'un développement durable en faisant connaître au public les travaux du Water Stewards Network, dont il a parlé lors d'une réunion d'information du Département de l'information le 16 octobre 2003. Le HLC a commencé à encourager la mise en place de centres de traitement de l'eau locaux écologiquement rationnels au Mexique et aux États-Unis.

## **6. Humane Society of the United States**

### **(Statut consultatif général accordé en 1996)**

La Humane Society of the United States (HSUS) a pour mission de créer un monde humain et durable pour tous les animaux, y compris l'homme. Œuvrant avec les diplomates, les institutions gouvernementales, les fonctionnaires élus à tous les niveaux du gouvernement, les organisations non gouvernementales, des entreprises, les médias et le public en général, nous cherchons à modifier de manière durable et profonde la prise de conscience et le comportement humains en vue de passer de l'exploitation au respect et à la compassion pour toute vie.

#### **Participation aux travaux du Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU**

*2000*

- La Humane Society a fait efficacement pression pour la protection des espèces menacées lors de la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).
- Elle a contribué à empêcher le commerce des stocks d'ivoire, assuré l'interdiction permanente du commerce de l'ivoire et maintenu la protection des baleines minke et des baleines grises, ainsi que de la tortue Hawksbill.
- Elle a présidé le groupe de travail sur les poissons de mer de l'organisation Species Survival Network et a tenu des réunions d'information pour les délégués.
- Elle a assumé les fonctions de partenaire organisateur d'un grand groupe d'ONG avec le Département des affaires économiques et sociales aux réunions de la Commission du développement durable.
- Elle a coordonné la participation et les contributions de groupes de la société civile sur l'agriculture et le développement rural durables.
- Elle a participé aux réunions de la Convention sur la conservation des espèces migratrices relatives à l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels en tant que conseiller du Gouvernement australien.

- Elle a participé au débat de l'Assemblée générale sur la résolution sur les grands migrants.
- Elle a mené des consultations avec les missions des Nations Unies en vue de rédiger un texte interdisant la revente des filets dérivants illégaux.
- Elle a participé à la deuxième réunion conjointe du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes de CITES.

#### 2001

- Elle a participé aux négociations sur l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels de la Convention sur la conservation des espèces migratrices, en tant que conseiller du Gouvernement australien.
- Elle a participé à l'atelier du Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement sur le sanctuaire de baleines dans l'océan Pacifique.
- Elle a assumé les fonctions de délégué et de partenaire organisateur de grands groupes d'ONG avec le Département des affaires économiques et sociales à la Commission du développement durable.
- Elle a coordonné la participation et les contributions des groupes de la société civile sur l'agriculture et le développement rural durables.
- Elle a fait des déclarations orales prônant la protection des espèces menacées à la dix-septième réunion du Comité pour les animaux de la CITES.
- Elle a servi de point de contact entre les parties gouvernementales et les ONG.
- Elle a participé aux négociations sur le Mémoire d'accord sur la tortue de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est en tant que conseiller du Gouvernement australien.
- Elle a participé à la première réunion du Comité consultatif scientifique et technique du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées.
- Elle a participé à la Conférence mondiale sur la situation des océans et des zones côtières, organisée par l'UNESCO et l'Université du Maryland.
- Elle a participé au processus de la Commission préparatoire de la Conférence 10 ans après la Conférence de Rio et du Sommet mondial pour le développement durable.
- Elle a réussi à assurer la poursuite de la protection des mammifères marins et de la vie sauvage dans le texte final de Johannesburg.

#### 2002

- Elle a coopéré de façon approfondie avec le Département des affaires économiques et sociales et la FAO en vue de préparer l'examen des progrès accomplis dans tous les aspects de l'agriculture et du développement rural durables et de la sécurité alimentaire, s'achevant par le lancement, lors du Sommet mondial pour le développement durable, avec le Directeur de la FAO, de l'initiative relative à la sécurité alimentaire et au développement agricole et rural durables.

- Elle a fait des déclarations orales prônant la protection des espèces menacées à la dixième réunion du Comité pour les animaux de la CITES.
- Elle a servi de délégué et de partenaire organisateur d'un grand groupe d'ONG avec le Département des affaires économiques et sociales à la Commission du développement durable.
- Elle a coordonné la participation et les contributions de groupes de la société civile sur l'agriculture et le développement rural durables.
- Elle a participé à la deuxième réunion des parties au Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées.
- Elle a servi de délégué d'interlocuteur d'un grand groupe d'ONG à la conférence d'Adelboden sur l'agriculture et le développement rural durables en régions de montagne.
- Elle a servi de délégué au Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, organisé par la FAO.
- Elle a participé à la septième Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.
- Elle a réussi à accroître la protection de six espèces de grandes baleines.
- Elle a négocié aussi une résolution en vue d'un mémorandum d'accord sur le Dugong.
- Elle a participé à la douzième réunion de la Conférence des Parties de CITES.
- Elle a maintenu la protection pour les baleines minke et baleines Brydes, les tortues de mer vertes et les éléphants.
- Elle a accru la protection pour les baleines, le requin pèlerin et le dauphin à gros nez de la mer Noire.
- Elle a coprésidé le groupe de travail sur les mammifères marins et présidé le groupe de travail sur les poissons de mer du Species Survival Network.
- Elle a participé au débat de l'Assemblée générale sur le droit de la mer concernant les sanctuaires marins et le débat de la mission de la Nouvelle-Zélande sur la protection des monts marins.
- Elle a participé à l'élaboration du mémorandum d'accord relatif aux tortues marines dans la région de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est au titre de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, en tant que conseiller du Gouvernement australien.
- Elle a participé aux sessions préparatoires du Conseil économique et social et organisé la contribution d'un grand groupe d'ONG.
- Elle a présenté un document de la Humane Society-États-Unis sur l'agriculture et le développement rural durables qu'elle a soumis aux fins de publication dans le cadre du compte rendu de la réunion.
- Elle a servi de délégué et de partenaire organisateur avec le Département des affaires économiques et sociales à la Commission du développement durable.

- Elle a coordonné les contributions des groupes de la société civile sur l'agriculture et le développement rural durables.
- Elle a assisté à la deuxième réunion du Comité consultatif scientifique et technique du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvages spécialement protégées à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes.
- Elle a assisté au débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social et a animé la participation d'un grand groupe d'intervenants sur l'agriculture et le développement rural durables.
- Elle a participé au Comité préparatoire pour les négociations relatives à la Conférence marquant le dixième anniversaire de la Conférence de la Barbade;
- Elle a œuvré en vue de faire inclure des dispositions protectrices pour la vie sauvage et les mammifères marins.
- Elle a envoyé en mission pour la représenter un consultant (M. Sidney Holt) à la Conférence mondiale sur la situation des océans et des zones côtières organisée par l'UNESCO et l'Université du Maryland et a fait en sorte que des dispositions protégeant les mammifères marins soient incluses dans la déclaration conjointe finale.
- Elle a participé à la neuvième réunion de l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, en tant que conseiller du Gouvernement australien.

#### **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

- La Humane Society a coparrainé des ateliers de formation de la FAO sur l'abattage en vue d'aider les locaux à améliorer les techniques pour la sécurité des travailleurs à la qualité des aliments et la croissance économique, à Cuba (novembre 2000), au Vietnam (février 2001) et au Pérou (septembre 2002).
- Elle a élaboré, comme suite au Sommet mondial pour le développement durable en collaboration avec les grands groupes visés dans Action 21 et la FAO, l'Organisation internationale du Travail et le Fonds international de développement agricole, le partenariat relatif à l'initiative sur l'agriculture et le développement rural durables permettant aux communautés pauvres d'assurer une agriculture et un développement rural durables et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement consistant dans la réduction de la faim et l'accroissement de la viabilité environnementale (2002 et en cours).
- Elle a collaboré avec la Banque mondiale en Afrique du Sud à l'élaboration d'une demande de financement au titre des ressources du bloc B du PDF pour la préparation d'un projet pour Cape Action for People and Environment, proposition des États-Unis qui a été approuvée (2002).
- Elle a versé une contribution à l'Atelier technique de CITES sur le commerce des tortues d'eau douce et de mer en Asie (2002);
- Elle a traduit en espagnol le fascicule contenant les directives qu'elle a élaborées avec la FAO sur l'abattage humain qui est utilisé dans des

programmes de formation conjoints en vue d'aider les locaux pour la sûreté des travailleurs, la qualité des aliments et la croissance économique (2002).

- Elle a parrainé une formation de vétérinaires en Italie à l'intention de vétérinaires égyptiens et syriens (2001), de vétérinaires turcs (2002) et de vétérinaires yougoslaves (2003) au titre du programme du bureau Méditerranée de l'OMS.
- Elle a fourni des fonds pour une formation organisée aux Philippines par la FAO sur la diversification et l'amélioration des technologies de la viande en Asie et dans le Pacifique (2002-2003).
- Elle a joint ses efforts à ceux de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) à l'appui d'une conférence sur les propriétaires responsables d'animaux domestiques dans les pays en développement, qui s'est tenue au Brésil (2003).
- Elle a versé une contribution de 5 000 dollars au processus du comité préparatoire des petits États insulaires en développement en vue d'aider à appuyer financièrement une étude sur le tourisme environnemental (2003).
- Elle a accueilli et coparrainé avec la FAO une réunion de travail de spécialistes internationaux de l'abattage au Chili pour discuter des questions relatives à la qualité des aliments, la sécurité des travailleurs et la croissance économique (2003).
- Elle a effectué une mission à Luanda en collaboration avec le bureau du PNUD en Angola pour évaluer la faisabilité des projets de conservation de la diversité biologique dans la forêt de Maiombe et le renforcement des capacités des départements gouvernementaux en Angola (2003).

#### **Initiatives à l'appui des buts et objectifs des Nations Unies**

- La Humane Society a soumis un texte sur le droit de la mer concernant les filets dérivants pour le rapport annuel (2000-2001).
- Elle a rédigé une analyse juridique arguant que les États-Unis peuvent ratifier le Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes sans formuler des réserves particulières qui auraient pour effet de l'affaiblir (2001).
- Elle a organisé des réunions d'ONG du Sustainable Development Issues Network et du groupe Sustainable Agriculture and Food Systems à la Commission du développement durable.
- Elle a assuré la coordination du groupe et la liaison de celui-ci avec les organisateurs du Sustainable Development Issues Network (2001-2003).
- Elle a organisé une coalition d'ONG et de groupes industriels qui sont parvenus à convaincre le Gouvernement américain de ratifier le Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées (2002).
- Elle a participé au processus consultatif ouvert à tous relatif au droit de la mer (2003).

## 7. Woods Hole Research Center

### (Statut consultatif spécial accordé en 1996)

Le Woods Hole Research Center, organisation non gouvernementale de recherche scientifique et sur les politiques, continue de traiter de divers problèmes mondiaux d'environnement, particulièrement ceux touchant les forêts et les changements climatiques. Au cours des quatre dernières années, des membres du personnel du Centre ont participé à de nombreuses réunions des Nations Unies, sessions de négociations et autres activités. Le Centre entend continuer ces activités, de même que coopérer avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, le cas échéant.

Le Woods Hole Research Center a été créé en 1985, avec pour mission de traiter des grandes questions d'environnement par l'intermédiaire de la recherche scientifique et l'éducation et grâce à l'application des sciences dans les affaires publiques. Le Centre se spécialise dans la recherche écologique sur l'utilisation des terres dans les régions normalement boisées, y compris le bassin amazonien, l'Eurasie, le bassin du Congo et l'Amérique du Nord. Les travaux du Centre dans les domaines de la science et des affaires publiques sont axés sur l'importance qu'il y a à amener la science et les méthodes scientifiques à influencer la formulation des politiques et l'adoption d'accords internationaux sur ces thèmes. L'importance de la participation des pays en développement et des organisations non gouvernementales est soulignée dans ces efforts, de même que l'appui à un flux de données et d'analyses objectives dans les processus des Nations Unies.

### **Participation aux travaux du Conseil économique et social et d'autres organes de l'ONU**

Le Centre a participé aux sessions de négociation, aux manifestations parallèles et aux autres activités et manifestations connexes à l'appui de la Convention-cadre.

*2000*

Des membres du Centre ont participé aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre et des organes subsidiaires à Bonn, à Lyon (France) et à La Haye. Le Centre a aussi participé à un atelier qui s'est tenu en mai au Cap (Afrique du Sud), organisé par le Consortium pour le dialogue Nord-Sud sur les changements climatiques; à une étude réalisée en coopération avec l'UNITAR concernant les besoins de 30 pays en développement en matière de renforcement des capacités dans le domaine des changements climatiques; et à l'élaboration d'un certain nombre de publications relatives aux changements climatiques.

*2001*

Les membres du Centre ont participé aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre et des organes subsidiaires à Bonn et à Marrakech (Maroc), où ils ont participé à un certain nombre d'activités connexes. Ils ont participé aussi au processus préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable.

2002

Les membres du Centre ont participé aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre et des organes subsidiaires à Bonn et à New Delhi, où il a tenu une manifestation parallèle pour les pays en développement. Le Centre a participé aussi au Sommet mondial pour le développement durable et à son processus préparatoire, y compris à des manifestations parallèles spéciales. En août, le Directeur adjoint a assisté à une conférence de l'Union mondiale pour la nature sur le thème « Sommet mondial 2002 : fondement du droit environnemental pour un développement durable » à Pietermaritzburg (Afrique du Sud) et à la conférence de 2002 sur le droit environnemental à Durban (Afrique du Sud).

2003

Le personnel du Centre a assisté aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre et des organes subsidiaires à Milan (Italie). Le personnel du Centre a présenté une communication à la Conférence sur le développement durable qui s'est tenue à New Delhi sur les moyens dont les activités internationales relatives aux changements climatiques et aux questions forestières sont liées à la conservation de la diversité biologique au niveau mondial. Il a participé aussi à l'inauguration de l'Académie du droit de l'environnement de l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources à Shanghai, en novembre.

Le Centre demeure résolu à promouvoir l'application des recommandations énoncées dans le rapport de 1999 de la Commission mondiale pour les forêts et le développement durable, en particulier l'idée d'établir un index du patrimoine forestier. Lors du Sommet mondial pour le développement durable, le Centre et la Commission mondiale pour les forêts et le développement durable ont coparrainé une manifestation parallèle, en août 2002, intitulée « Établissement de l'index du patrimoine forestier ».

### **Coopération avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées**

Juste avant le Sommet mondial pour le développement durable, le Directeur adjoint a été invité à participer au « Colloque mondial des juges sur le rôle du droit et le développement durable », qui était parrainé par le PNUE. Le Colloque a réuni des juges de juridiction supérieure originaires de 59 pays plus 20 invités spécialistes, dont plusieurs juges de la Cour internationale de Justice. Le Centre a aussi enseigné dans le cadre du sixième programme mondial de formation sur le droit et la politique de l'environnement du PNUE, sur l'analyse des politiques environnementales et droit de l'environnement à Nairobi en novembre-décembre 2003.